

## Lettre ouverte aux médecins libéraux :

Chères consœurs, chers confrères, chers amis, le plan de Gabriel Attal pour notre système sanitaire pourrait bien sceller la disparition de la médecine libérale telle que nous la connaissions jusqu'à aujourd'hui. Ce plan décidé sans concertation, est depuis samedi 6 avril relayé par tout ce que compte d'obéissance servile au sein de ce gouvernement. Ce plan que nous allons détailler, fait suite à une campagne tarifaire, elle-même imposée sans concertation aux établissements hospitaliers privés, qui menace directement, et je pèse mes mots, l'existence même de centaines d'établissements et donc de milliers d'exercices de spécialistes libéraux...

Passons sur la taxe lapin, dispositif porté depuis 2018 par L'UFML-S, qui est devenu un outil d'affichage pour le Premier ministre, inapplicable en l'état, sous-évalué, inaudible... Pas de changement annoncé du code de santé publique (on rappelle que l'on ne peut facturer un rendez-vous qui n'a pas été honoré), aucune explication juridique du mode de preuve d'un rendez-vous non honoré, et l'annonce d'une récupération de la pénalité du patient par les plateformes de rendez-vous, dénoncée quelques jours plus tard par Doctolib... Cette première annonce a pourtant été la plus relayée par la presse et a joué pleinement son rôle de détournement du regard du danger des autres mesures :

- Prise en charge par l'état du remboursement de 12 séances à 50 euros par an de psychologue... Les médecins libéraux qui depuis des années demandent à voir leurs tarifs rejoindre la moyenne européenne resteront eux à 26,50 €. Dix à quinze ans d'études, parfois plus, des responsabilités innombrables, parfois terribles, des patients vus 3 à 4 fois par an en moyenne pour les médecins généralistes, 1 à 2 fois pour les spécialistes, et... 26 euros 50. Le Macronisme fonctionne à l'humiliation...
- Ouverture de la possibilité donnée aux pharmaciens de prescrire des antibiotiques ... Le bricolage s'ajoute à l'humiliation. Il faudrait plus de médecins, ils sont remplacés pour certains actes par des professions non passées par la faculté de médecine. Cette décision s'accompagne d'une communication faite autour du rôle de coordonnateur du médecin généraliste qui s'en trouverait renforcée. Humiliation, bricolage, cynisme...
- Augmentation des places en 2e année de médecine. De 8 000 places en 2017 vers 16 000 en 2027. On refait à l'envers la baisse du numérus clausus des années 80. Il fallait alors diminuer le nombre de médecins pour diminuer la dépense, et peu importe les conséquences des années plus tard... Il faut maintenant augmenter le nombre de médecins formés, sans aucune prospection, sans augmenter le nombre de formateurs, et qu'importe la qualité de la formation. Il faut des médecins, qu'importe demain, il faut des médecins. Il y a au minimum 20 000 médecins formés qui attendent de s'installer, qui ne le font pas parce que le risque de l'installation est supérieur au bénéfice. Rien n'est fait pour favoriser cette installation, mais on va former plus, sans se poser la question de l'installation, et de ce que plus tard on fera de ces médecins, ni de ce que ces médecins feront de leur exercice. Humiliation, bricolage, cynisme, électoralisme...

- Lancement de l'expérimentation dans un département par région de l'accès des patients au spécialiste sans passer par le généraliste. Dynamitage du concept de médecin traitant, de celui du suivi du patient. Sortie du médecin généraliste du « centre du système » selon le concept utilisé, régime après régime, mandature après mandature, pour masquer que rien n'était fait pour lui. Peu importe les conséquences : allongement des délais de rendez-vous de quelques mois à des années. Peu importe l'incohérence d'une décision qui suit l'annonce de la suppression possible des milliers de postes de spécialistes par la fermeture provoquée de centaines de cliniques privées... Humiliation bricolage cynisme électoralisme, destruction...
- Déploiement du service d'accès aux soins d'ici l'été sur les 20 % du territoire qui en sont encore dépourvus afin de désengorger les urgences. Il est bon de rappeler ici que le « SAS » des spécialistes c'est précisément les généralistes, et que les entrées directes chez les spécialistes ne manqueront pas de produire les mêmes effets que les entrées directes aux urgences sans régulation. Humiliation bricolage, cynisme, électoralisme, destruction, disruption...

Disruption, nous y voilà...

À ce stade et en prenant du recul il est permis de se poser la question d'une volonté réfléchie de disrupter le système.

Il n'y a aucune volonté de lancer une vraie politique tarifaire envers les médecins libéraux, pas plus qu'il n'y a pas de volonté de faire de même pour les cliniques privées. Pas un mot sur les augmentations tarifaires, aucune volonté d'investir dans la médecine libérale. Il faut détruire ce qu'elle représente, briser son mode de fonctionnement, voler son exercice, le disperser, et ainsi l'affaiblir. Le médecin spécialiste est celui dont l'exercice se verra contraint d'être pratiqué en structures hospitalières publiques et le médecin généraliste qui vient de perdre dans le langage politique son statut de « coordinateur au centre du système », sera « utilisé », toujours plus responsable, toujours moins décisionnaire, et toujours sous rémunéré, au sein de structures administrées, encadrées, subventionnées.

Les négociations sont suspendues par décision des syndicats, il ne pouvait en être autrement, le politique le sait. Il gère une pénurie que par ses décisions et celles de ses prédécesseurs, il a engendrée. Cette gestion immédiate n'a pas à s'encombrer des discussions entre l'assurance maladie et les syndicats représentatifs de médecins. Provoquer la rupture des négociations c'est gagner du temps pour imposer sa gestion de la pénurie, qui comme nous l'avons vu, n'a pas pour but de construire le système sanitaire de demain, et c'est ainsi s'offrir des mois (des années ?) de non-augmentation tarifaire, et donc de limiter les dépenses de quelques milliards...

Il fut un temps où on limitait le nombre de médecins pour diminuer la dépense. Bienvenue dans le temps où l'on augmente le nombre de médecins en formation, mais où l'on bloque les négociations afin de ne pas avoir à augmenter leurs tarifs...

Nous en sommes là... et, malheureusement, une fois de plus, les faits nous donnent raison. Plus que jamais les médecins se doivent d'être forts. Et pour être forts, ils doivent l'être individuellement. Au regard de ce qui se dessine, et parce que nous devons résister au déclasserement programmé au sein du modèle étatique et à la volonté de la financiarisation de se développer sur les ruines de l'exercice libéral, nous devons plus que jamais développer l'action déconventionnement collectif. Oui, plus que jamais ces deux mots ont un sens : déconventionnement - collectif !

Nous serons individuellement forts parce que collectivement déconventionnés. Nous serons collectivement forts, parce qu'individuellement inscrits dans une action qui permettra de contrer ce qu'ils nous préparent, de sortir de leur cadre imposé, de maîtriser notre avenir et de construire notre médecine.

Nous ne sommes pas responsables de la hauteur des remboursements de nos patients. Ils cotisent à une assurance obligatoire et à des assurances complémentaires et parfois à des surcomplémentaires. Il appartient à ces organismes de rembourser leurs cotisants.

Nous sommes médecins diplômés, nous entendons tout faire pour continuer à remplir notre mission dans les meilleures conditions possibles.

Si les conditions qui permettent la mise en place d'une médecine de qualité ne sont plus possibles avec les décisions et réformes du gouvernement, nous prendrons nos responsabilités, tout en rappelant que les patients qui cotisent doivent se voir rembourser lorsque ceux-là consultent des médecins diplômés, quel que soit leur statut et non discriminés et au final volés si ce remboursement est lié au statut conventionnel du médecin... Nous sommes médecins, et nous entendons maintenir la qualité de la médecine de France au plus haut.

**Il n'est pas de plus bel engagement. Ils veulent faire sans nous, imposons-nous. Ils ne nous écoutent pas ? Ils ne nous respectent pas ? Faisons sans eux !**

#### Relation presse

Laurent Payet / Sagda Draz /  
Langage et Projets Conseils  
Mail : [Laurent@lp-conseils.com](mailto:Laurent@lp-conseils.com)  
Téléphone : 01 53 26 42 10  
Mobile : 06 89 95 48 87

#### Membres du bureau UFMLS

- |  |  |   |  |  |  |
|--|--|---|--|--|--|
| • Dr Jérôme Marty<br>Président<br>Médecin Généraliste<br>Mail : <a href="mailto:president@ufml-syndicat.fr">president@ufml-syndicat.fr</a><br>téléphone : 06 45 63 71 11 | • Dr Valérie Briole<br>Vice-Présidente et Présidente<br>de l'URPS Médecins IDF<br>Rhumatologue | • Dr David Schapiro<br>Vice-président<br>Ophtalmologiste                                    | • Dr Paule-Annick Ben<br>Kemoun<br>Vice-présidente<br>Ophtalmologiste    | • Dr Emmanuel Zenou<br>Vice-président<br>ORL et chirurgien cervicofacial | • Dr Thierry Vermeersch<br>Vice-président<br>Médecin Généraliste |
| • Dr Guillaume Dewevre<br>Secrétaire Général<br>Médecin Généraliste  | • Dr Lamia Slitine<br>Trésorière<br>Rhumatologue   | • Dr Jacqueline Goltman<br>Vice-présidente et secrétaire<br>Générale adjointe<br>Psychiatre | • Dr Emmanuel Zenou<br>Vice-président<br>ORL et chirurgien cervicofacial | • Dr Maxime Balois<br>Vice-président<br>Médecin Généraliste              | • Dr Philippe Pizzuti<br>Vice-président<br>Rhumatologue          |

| **UFML syndicat**

**Union française pour une médecine libre**